

post-war initiatives in rural areas and Canada's north. These programmes were developed by a cadre of more professional wildlife biologists and, in the case of the federal government, the organized staff of the newly created Canadian Wildlife Service. In the north, the government's caribou conservation directly intervened in hunting traditions and supervised participants, particularly First Nations harvesters who lost autonomy and local hunting decision-making in the process. In the territories and provinces, governments organized ambitious, if scientifically unfounded, predator control programmes both to protect valued game species and to impose further control on Native hunting. However, even in this era of think-tank conservation, government agencies now supported by scientists continued to be affected by popular pressures and competing understandings of wildlife, ideas on the balance of nature, and new ecological models that could as easily favour or condemn predator control. In the final chapter, Loo resists suggesting that scientific management has triumphed. She instead directs attention to more recent promoters of "wild places" rather than "wildlife" conservation. These conservationists have broken through older utilitarian understandings and gone beyond even ecological theory to promote wildlife habitat as the positive meeting place between humans and animals.

Well-researched and written, and thorough in its citation of secondary literature, Loo's work will appeal to both general readers and specialists in environmental history. Its theoretical base is particularly attractive, although some terms might have required greater clarity and definition, for instance, "colonization" used in a rural context. Identifiers like "backcountry" (p. 152), "country-side" (p. 41), "local knowledges" (p. 50), and the term "rural" itself (which in both regional and national studies always presents conceptual problems) would have benefited from clearer definition. That said, *States of Nature* illuminates the many social, environmental, and ethical questions arising in game conservation. For that reason, it will undoubtedly open numerous new routes of research and inquiry.

George Colpitts
University of Calgary

MONTBARBUT DU PLESSIS, Jean-Marie — *Histoire de l'Amérique française*.
Montréal, Éditions Typo, 2004, 392 p.

Selon le site Web des éditions Typo, la collection de ce nom a été créée en 1984 à l'Hexagone pour « assurer la pérennité et la diffusion d'œuvres marquantes du fonds littéraire ». Sous un titre quelque peu différent, l'ouvrage qui fait l'objet du présent compte rendu fut d'abord publié aux Éditions de l'Hexagone en 1990. Mais il ne s'agit nullement d'une « œuvre marquante ».

Au contraire, ce livre me paraît d'un intérêt médiocre parce que l'auteur, Jean-Marie Montbarbut Du Plessis ne s'est servi pour bâtir son récit divisé en 23 chapitres que d'ouvrages anciens et dépassés. Il les cite beaucoup et ne

prend pas la peine, la plupart du temps, d'indiquer la source de ses citations. Guy Frégault et Marcel Trudel figurent à peine dans sa bibliographie, alors que des historiens comme Jacques Mathieu, Louise Dechêne, Olive Dickason et Allan Greer en sont totalement absents. *L'Histoire de l'Amérique française* rappelle les manuels d'histoire du Canada d'antan, avec ses habitants pieux aux prises avec une nature hostile, les perfides Iroquois et les Anglais infâmes. Il faut toutefois rendre à César ce qui appartient à César et dire que Montbarbut Du Plessis a une très belle plume.

Qu'on ne s'y méprenne pas! Je n'en ai nullement contre le caractère populaire de son récit ou même contre le fait qu'il « adapte parfois librement celui d'historiens anciens » (p. 8). L'historiographie du Québec et de l'Amérique française compte de belles œuvres dans le genre, notamment les livres de Jacques Lacoursière. Mais comment faire fi d'un demi-siècle de recherche? Comment masquer des réalités qui font depuis belle lurette l'objet de consensus chez les historiens, comme l'enlèvement d'Amérindiens par Cartier et son équipage ainsi que la nature complexe des relations entre seigneurs et censitaires, ces derniers n'étant nullement de simples propriétaires terriens évoluant dans « une structure sociale harmonieusement hiérarchisée » (p. 124)?

L'Histoire de l'Amérique française est peuplée de héros, tous plus nobles les uns que les autres, les Jolliet, Dulhut, La Salle, pour n'en nommer que trois; mais dans le panthéon de Montbarbut Du Plessis trône sans rival Champlain, le père de la Nouvelle-France, comme en fait foi le passage suivant, qui a en outre la qualité de faire ressortir l'ethnocentrisme lyrique de l'auteur, son paternalisme envers les Amérindiens et les anachronismes qu'il commet trop souvent :

À cette époque de l'ère coloniale, où des conquérants issus d'autres nations s'emparent de terres nouvelles dans le monde, sans respect pour la vie des autochtones qui y habitent, Champlain apparaît comme le précurseur des idées propres aux philosophes français du XVIII^e siècle, auréolant déjà les principes d'égalité et de fraternité avant la lettre. Il symbolise à lui seul cette France universelle, aimée et respectée pour la noblesse de ses principes et de ses idéaux, dont la mission est de répandre son génie et sa culture aux petits peuples. À travers lui, une nation généreuse et humaine offre à ces indigènes la possibilité de devenir ses fils, sans distinction de race. Il n'est donc pas étonnant que les Indiens qui connaissent très bien Champlain le nomment « notre père » quand ils parlent de lui. Cette volonté de vouloir faire des autochtones des citoyens français sera poursuivie ultérieurement par les pères missionnaires, les bonnes sœurs, des explorateurs, des familles de colons qui adopteront des orphelins, des institutrices, tous les gouverneurs du Canada, et les grands hommes politiques de la métropole encourageront cette œuvre profondément humaine. (p. 95)

Il ne servirait à rien de multiplier les exemples. Ce livre est à déconseiller absolument pour les chercheurs comme pour le grand public.

Il est dommage qu'une maison d'édition de qualité mette sa réputation en péril en faisant paraître un tel ouvrage. Les amants de Clio méritent beaucoup mieux.

Yves Frenette

Centre de recherche en civilisation canadienne-française Université d'Ottawa

PÂQUET, Martin — *Tracer les marges de la Cité. Étranger, Immigrant et État au Québec 1627–1981*, Montréal, Boréal 2005, 317 p.

Le recensement canadien fait bien des jaloux dans certains milieux universitaires européens en manque de données statistiques sur les variables ethniques et linguistiques concernant leurs pays respectifs. Mais en même temps, ici comme là-bas, de nombreux organismes publics s'interdisent de recueillir de telles données pour faire le portrait de leur clientèle, les uns pour éviter de les stigmatiser, les autres par esprit universaliste. Même au pays du multiculturalisme, l'utilisation de catégories servant à décrire les immigrants et leurs descendants reste une question sensible et hautement controversée. L'idée de faire l'histoire de ces catégories est donc opportune. Le projet de s'en servir pour proposer une lecture des transformations de l'État et de ses appareils l'est tout autant. C'est bien à ce genre d'entreprise que nous convie Martin Pâquet, professeur au département d'histoire de l'Université Laval, dans un livre ambitieux consacré à l'histoire de la construction des catégories de l'étranger et de l'immigrant au Québec, de la Nouvelle-France jusqu'à 1981, date de la création du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. (Il ne sera hélas cependant pas question de la genèse de cette étrange notion de communautés culturelles).

L'ouvrage, qui n'a pas été écrit d'un seul tenant, inclut notamment des textes déjà publiés, ce qui vaut au lecteur quelques redites. Dans l'ensemble, cependant, l'entreprise est originale et de haut niveau. Cette archéologie du savoir politique, selon les termes de l'auteur, se déploie en trois ordres successifs de classification politique : d'une représentation théologico-politique de la communauté prévalant jusqu'à la fin du XVII^e siècle, à la communauté contractuelle dominée par les valeurs économiques et « une quantification de l'apport à la société », en passant par la communauté organique témoignant de l'avènement de la modernité et d'une représentation de la Cité comme corps. Même si l'étranger est au départ saisi sur le registre de l'allégeance, il fait l'objet au milieu du XVIII^e siècle d'une catégorisation plus objective centrée sur l'origine, qui, si elle s'avère au début « d'un intérêt somme toute accessoire », va revêtir bientôt une lourde signification lorsque les appareils politiques vont être confrontés à l'impératif sécuritaire puis sanitaire (épidémies). Enfin, dans le sillage de la Révolution tranquille, et avec la création du ministère de l'Immigration en 1968, le Québec mobilise d'autres ressources cognitives pour appréhender l'immigrant; en posant les balises de son intégration, c'est aussi celles de la communauté politique en train de s'affirmer que l'on définit.